

Délibération n° 159/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de PUNAAUIA consistant à la réduction du périmètre pour l'application du droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** le code de l'aménagement ;
- **VU** l'arrêté n° 345/CM du 24 mars 2017 rendant exécutoire le Plan Général d'Aménagement révisé de la commune de PUNAAUIA ;
- **VU** la lettre n° 2200/MLA/SAU.EP du 19 juillet 2018 accompagnée de l'avis favorable du Comité d'Aménagement du Territoire (CAT) ;
- **Considérant** que l'acquisition de biens en copropriété dans les immeubles d'habitation par l'exercice du droit de préemption n'apparaît pas susceptible de satisfaire à la réalisation de projets d'intérêt publics ;
- **Considérant** que la réduction du périmètre pour l'application du droit de préemption consistant à exclure de ce dernier les biens en copropriété dans les immeubles d'habitation constitue une modification mineure du PGA ne remettant pas en cause son économie générale ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de PUNAAUIA consistant en la réduction du périmètre de préemption de la commune de PUNAAUIA et de la Polynésie française visant à exclure les biens en copropriété dans les immeubles d'habitation est approuvé, conformément au dernier alinéa de l'article D 113-6 §2 du code de l'aménagement.

Article 2 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

